

---

# Investissements directs 2022

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





---

# Investissements directs 2022

23<sup>e</sup> année



---

# Table des matières

	Page
<b>1 Aperçu des investissements directs en 2022</b>	<b>4</b>
<b>2 Investissements directs suisses à l'étranger</b>	<b>6</b>
Flux d'investissements directs	6
Stocks d'investissements directs	7
Revenus d'investissements directs	10
<b>3 Investissements directs étrangers en Suisse</b>	<b>11</b>
Flux d'investissements directs	11
Stocks d'investissements directs	12
Revenus d'investissements directs	15
<b>4 Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes</b>	<b>16</b>
Effectifs des filiales non résidentes	16
Nombre de filiales non résidentes	18
Chiffre d'affaires réalisé par les filiales non résidentes de groupes résidents	19
Effectifs des sociétés mères résidentes	21

# 1

## Aperçu des investissements directs en 2022

---

Investissements directs toujours marqués par les réductions des bilans des entreprises multinationales – Désinvestissements dans les deux directions – Hausse des revenus des investissements directs suisses à l'étranger – Augmentation des chiffres d'affaires et des effectifs des entreprises contrôlées par des entités résidentes

### INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

En 2022, les entreprises domiciliées en Suisse ou au Liechtenstein (entreprises résidentes) ont rapatrié 71 milliards de francs de leurs filiales non résidentes, poursuivant ainsi les mouvements importants opérés les années précédentes. Une fois encore, les désinvestissements ont été pour l'essentiel, à savoir 68 milliards de francs, réalisés par le secteur des services. Toutefois, contrairement aux années précédentes, ils n'ont pas été le fait des seules sociétés financières et holdings (26 milliards de francs), mais ont également été enregistrés dans les groupes de branches *Transports et communications* (29 milliards) et *Banques* (19 milliards). Seuls quelques groupes de branches ont réalisé des investissements en termes nets: *Assurances* (6 milliards de francs), *Commerce* (4 milliards) et *Métallurgie et machines* (5 milliards).

Les désinvestissements ont surtout concerné des filiales domiciliées en Europe (principalement à Chypre, au Royaume-Uni et au Luxembourg, à hauteur de 42 milliards de francs) et dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (34 milliards). D'autres sites d'implantations d'entreprises résidentes ont enregistré des investissements directs en termes nets, mais à un niveau modeste: Asie (8 milliards de francs, principalement à Singapour et en Corée du Sud), Pays-Bas (4 milliards) et Allemagne (3 milliards).

Fin 2022, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'élevaient à 1 319 milliards de francs: 1 293 milliards (98%) sous la forme de participations et 26 milliards (2%), de prêts intragroupes. Le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* détenait de loin les stocks les plus élevés, à savoir 509 milliards de francs (soit 39%), et ce malgré les désinvestissements réalisés ces dernières années. Il était suivi du groupe de branches *Chimie et plastique*, qui affichait 192 milliards (15%).

Les revenus des investissements directs suisses à l'étranger se sont établis à 110 milliards de francs, soit 10 milliards de plus que l'année précédente (+10%). L'augmentation a exclusivement concerné les services (total: 66 milliards), et notamment le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* (+20 milliards; total: 45 milliards). Les revenus dégagés dans l'industrie, quant à eux, sont demeurés inchangés, à 43 milliards de francs.

### INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

En 2022, les entités non résidentes ont à nouveau rapatrié plus de capitaux d'entreprises résidentes qu'elles n'en ont investi dans ces dernières. En termes nets, ces désinvestissements se sont élevés à 58 milliards de francs, contre 133 milliards en 2021. Ils ont surtout concerné les sociétés financières et holdings (70 milliards de francs), lesquelles ont poursuivi les réductions de bilan observées depuis 2018<sup>1</sup>. Une part importante de ces désinvestissements (26 milliards de francs) a été le fait d'entités à vocation spéciale (EVS), c'est-à-dire de sociétés n'ayant pas d'activité opérationnelle. À l'inverse, des investissements en termes nets ont été enregistrés essentiellement par deux groupes de branches: *Commerce* (11 milliards de francs, par un réinvestissement des bénéficiaires) et *Chimie et plastique* (9 milliards, à la suite de rachats).

Fin 2022, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'élevaient à 1 055 milliards de francs. Ils se subdivisaient en participations (1 001 milliards, soit 95%) et en prêts intragroupes (55 milliards, soit 5%). Si l'on prend en compte le pays de l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'Union européenne (UE) détenaient 62% des stocks d'investissements directs, et celles domiciliées aux États-Unis, 20%. Toutefois, ce critère de ventilation ne permet pas systématiquement de connaître la domiciliation des entités qui contrôlent effectivement les entreprises résidentes. En effet, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse sont majoritairement détenus au moyen de sociétés intermédiaires contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse (BNS) publie également des données ventilées selon le pays de l'investisseur ultime. Celles-ci indiquent que les investisseurs ultimes domiciliés aux États-Unis détenaient 41% des stocks et ceux domiciliés dans l'UE, 30%.

---

<sup>1</sup> Voir le thème spécial *Les capitaux en transit dans la statistique suisse des investissements directs*, dans le rapport *Investissements directs 2021*, pages 25 ss.

En 2022, les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 1 milliard de francs (+1%), pour atteindre 102 milliards (84 milliards dans les services et 19 milliards dans l'industrie).

## DONNÉES OPÉRATIONNELLES SUR LES FILIALES NON RÉSIDENTES ET LEURS SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

En 2022, les entreprises en mains suisses interrogées par la Banque nationale contrôlaient 20 300 filiales non résidentes, lesquelles employaient 2 279 000 personnes (+3%) et ont réalisé un chiffre d'affaires de 887 milliards de francs (+8%). Ces entreprises sont également des employeurs importants en Suisse et au Liechtenstein, où elles comptaient 539 000 personnes salariées.

### DISPONIBILITÉ ET RÉVISIONS DES DONNÉES

Des informations détaillées sur les investissements directs et les données opérationnelles des entreprises multinationales sont présentées sur le portail de données de la BNS ([data.snb.ch](http://data.snb.ch)), dans le menu *Tableaux*, sous *Relations économiques internationales*, et dans le menu *Séries*, sous *Données complémentaires sur les relations économiques internationales*. Les données peuvent être utilisées

sous forme de graphiques et de tableaux paramétrables. Le portail de données comprend aussi, à la section *Relations économiques internationales*, sous *Commentaires*, des éléments relatifs aux méthodes utilisées pour la statistique des investissements directs.

La publication du présent rapport donne lieu, comme chaque année, à la révision des chiffres des années précédentes. Ces révisions portent sur les années 2015 à 2021. La taille du groupe de branches *Textile et habillement* a été réduite à la suite du reclassement de certains groupes d'entreprises de ce groupe de branches vers d'autres groupes de branches. En outre, les totaux ont également été révisés. Sont concernés, pour les investissements directs, les stocks à partir de 2015 et les flux et revenus principalement en 2020 et 2021. Pour les données opérationnelles des filiales non résidentes, les effectifs et les chiffres d'affaires à partir de 2015 ont été revus à la hausse.

Les données sur les effectifs des sociétés mères résidentes sont publiées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE). La Banque nationale publie des données sur les effectifs des sociétés mères résidentes qui participent à ses enquêtes statistiques.

Tableau 1

### INVESTISSEMENTS DIRECTS 2022: APERÇU

	2021	2022	
<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b> , en milliards de francs			
Flux d'investissements directs	-115,8	-71,1	
Stocks d'investissements directs	1 452,2	1 318,9	
Revenus d'investissements directs	99,5	109,5	
<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b> , en milliards de francs			
Flux d'investissements directs	-133,1	-57,6	
Stocks d'investissements directs	1 120,4	1 055,4	
Revenus d'investissements directs	101,3	102,4	
<b>Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes<sup>1</sup></b>			
Effectifs des filiales non résidentes d'entreprises résidentes	en milliers de personnes	2 209,1	2 278,8
Chiffre d'affaires des filiales non résidentes d'entreprises résidentes	en milliards de francs	822,7	886,8
Nombre de filiales non résidentes		19 505	20 288
Effectifs des sociétés mères résidentes	en milliers de personnes	537,9	538,5

<sup>1</sup> Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.

### FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2022, les entreprises dont le siège est en Suisse ou au Liechtenstein (entreprises résidentes) ont rapatrié 71 milliards de francs de leurs filiales non résidentes en termes nets. Ces désinvestissements résultent de trois facteurs. Les entreprises résidentes ont réduit l'encours de leurs prêts intragroupes de 70 milliards de francs en diminuant le volume des prêts accordés à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes (actif) et en augmentant le volume de ceux contractés auprès de ces dernières (passif). Par ailleurs, elles ont diminué le volume des participations qu'elles détiennent dans leurs filiales non résidentes (32 milliards de francs) mais cette baisse a été entièrement contrebalancée par des flux du même volume au titre des bénéfices réinvestis.

Les désinvestissements ont été essentiellement dus au secteur des services (68 milliards de francs). Comme lors des exercices précédents, ils ont été le fait des sociétés financières et holdings, lesquelles ont réduit leurs participations dans des entreprises non résidentes (26 milliards de francs), poursuivant ainsi la réduction de leurs bilans. Cependant, ils ont cette fois concerné également d'autres groupes de branches des services, notamment *Transports et communications* (29 milliards de francs, principalement dans le cadre d'opérations de prêts intragroupes) et *Banques* (19 milliards, principalement du fait de pertes subies par des filiales non résidentes). Des investissements en termes nets ont été enregistrés dans seulement deux groupes de branches du secteur des services: *Assurances* (6 milliards de francs, notamment dans le cadre d'acquisitions) et *Commerce* (4 milliards, essentiellement des bénéfices réinvestis accrus du fait du renchérissement des matières premières).

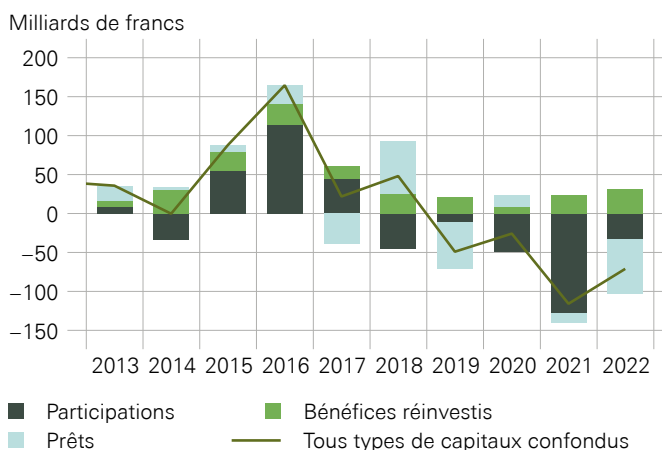
De son côté, l'industrie a enregistré des désinvestissements de 3 milliards de francs en termes nets. Deux groupes de branches ont marqué l'évolution: *Métallurgie et machines* (investissements nets de 5 milliards de francs, surtout par des acquisitions), et *Chimie et plastique* (désinvestissements de 8 milliards de francs).

Les désinvestissements ont d'abord concerné des entités domiciliées en Europe (42 milliards de francs), en particulier à Chypre (19 milliards), au Royaume-Uni (13 milliards) et au Luxembourg (11 milliards). Ils ont essentiellement porté sur les opérations de prêts intragroupes. Par ailleurs, les désinvestissements ont touché les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (34 milliards de francs), et ce pour deux raisons: d'une part, les sociétés financières et holdings y ont réduit la dotation en fonds propres de leurs filiales,

Graphique 1

### INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

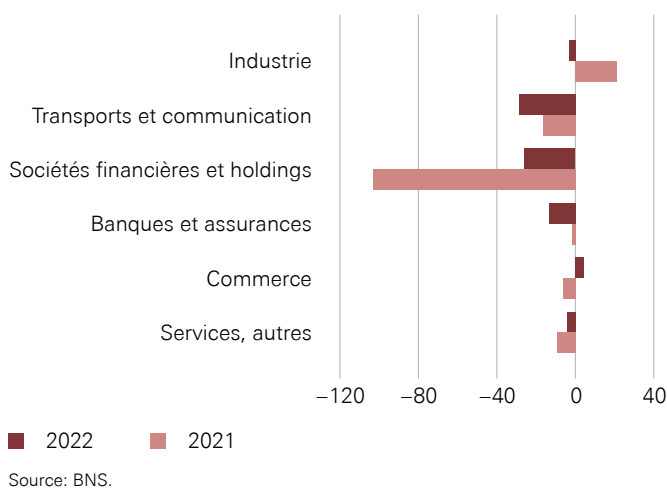
Flux ventilés par types de capitaux



Graphique 2

### INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Flux ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)





dans le cadre de restructurations au sein de groupes, et d'autre part, les filiales des banques y ont enregistré des pertes, donnant lieu à des bénéfices réinvestis négatifs.

D'autres régions du monde ont enregistré des investissements directs nets de la part d'entreprises résidentes, mais d'un volume inférieur à celui des désinvestissements: c'est le cas de l'Asie (8 milliards de francs, surtout à Singapour et en Corée du Sud) et de l'Europe, avec les Pays-Bas (4 milliards de francs, essentiellement des bénéfices réinvestis) et l'Allemagne (3 milliards, majoritairement liés à des acquisitions).

## STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Fin 2022, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'établissaient à 1 319 milliards de francs (-133 milliards, soit -9% en un an). Ce repli était essentiellement imputable aux rapatriements de capitaux, et a été accentué par des moins-values boursières et des pertes de change ainsi que par des corrections de valeur. Les stocks d'investissements directs se composent des participations, lesquelles se sont élevées à 1 293 milliards de francs (98%), et des prêts intragroupes, qui se sont établis à 26 milliards (2%). Les prêts intragroupes représentent un montant net égal à la différence entre ceux que les entreprises résidentes octroient à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes (actif: 400 milliards de francs) et ceux que ces dernières leur accordent (passif: 374 milliards)<sup>1</sup>.

La Suisse détient des stocks d'investissements directs à l'étranger relativement élevés. Elle compte ainsi parmi les principaux investisseurs directs du monde (source: FMI, <https://data.imf.org/cdis>). Cette situation s'explique notamment par l'implantation sur son territoire de nombreux sièges de grands groupes multinationaux et par l'attrait qu'exerce la Suisse sur les holdings contrôlées par des non-résidents.

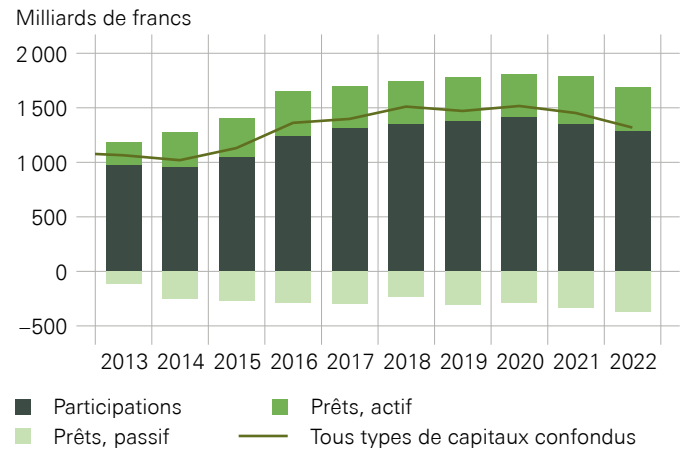
Fin 2022, les stocks d'investissements directs détenus par les entreprises résidentes du secteur des services dans leurs filiales non résidentes affichaient un repli de 109 milliards de francs (-11%; total: 842 milliards). La baisse a concerné tous les groupes de branches des services. Dans certains d'entre eux, elle a été plus importante que ce à quoi on pouvait s'attendre sur la base des flux. Les assurances ont ainsi enregistré des flux positifs, mais ont vu leurs stocks reculer (-14 milliards; total: 102 milliards de francs) à la suite de pertes non réalisées sur des placements financiers et de relocalisations en Suisse ou au Liechtenstein de certaines entités. Quant au groupe de branches *Transports et communications*, il a fait l'objet de corrections de valeur, notamment en raison de la guerre en Ukraine, qui ont amplifié le recul des stocks (-40 milliards; total: -18 milliards de francs).

<sup>1</sup> Les prêts accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve en Suisse.

Graphique 3

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks ventilés par types de capitaux



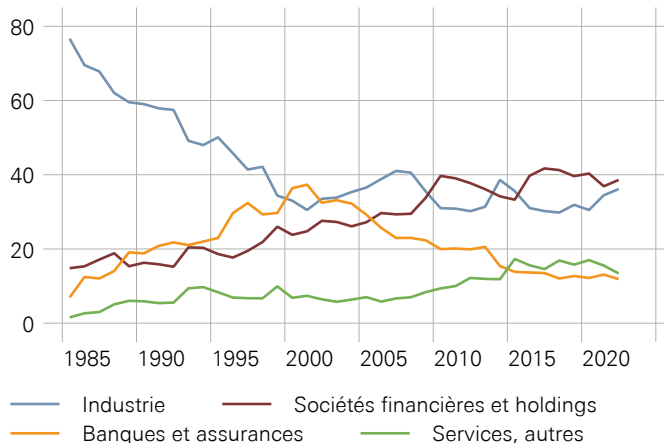
Les stocks négatifs de ce groupe de branches résultent du fait que le volume des prêts contractés par les entreprises résidentes auprès de leurs filiales non résidentes (passif) a dépassé la somme des participations qu'elles y détiennent et des prêts qu'elles ont accordés à leurs sociétés sœurs et filiales (actif). Dans l'industrie également, les stocks d'investissements directs se sont repliés, à savoir de 24 milliards (-5%; total: 477 milliards de francs), principalement du fait du groupe de branches *Chimie et plastique* (-21 milliards, notamment à la suite de l'affaiblissement du dollar des États-Unis; total: 192 milliards de francs).

Le graphique 4 présente l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. Au milieu des années 1980, la part de l'industrie s'établissait encore à plus de 70%, mais elle n'a cessé de reculer jusqu'au début des années 2000, avant de se stabiliser (2022: 36%). La part des services a, quant à elle, présenté une évolution inverse. En particulier le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* a affiché une forte hausse de 1985 à 2010, sa part dans le total des stocks d'investissements directs passant de 12% à 40%. Cette proportion est ensuite restée relativement stable (2022: 39%), malgré les désinvestissements observés depuis 2018 dans les entreprises de ce groupe de branches. Les banques et les assurances se sont caractérisées par une évolution différente. Leur part dans le total des stocks d'investissements directs a été de 12% pendant l'année sous revue, soit un niveau proche de celui enregistré il y a 30 ans. Elle avait atteint un niveau significativement plus élevé dans l'intervalle (par exemple 37% en 2001).

Graphique 4

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks ventilés par groupes de branches (en %)



Source: BNS.

Le graphique 5 présente les pays où étaient localisés les principaux stocks d'investissements directs suisses fin 2022 (la surface des cercles est proportionnelle à ces derniers). L'axe des abscisses indique la variation moyenne des stocks entre 2012 et 2022, et celui des ordonnées, la variation enregistrée entre fin 2021 et fin 2022.

Le graphique illustre l'évolution contrastée des principales destinations des investissements directs suisses au cours des dix dernières années. Ainsi, entre 2012 et 2022, parmi les pays accueillant de nombreuses holdings, Singapour, les Pays-Bas et la Hongrie ont affiché une croissance annuelle des stocks de plus de 10%, tandis que le Luxembourg a enregistré une diminution annuelle de 3%. Le Royaume-Uni ainsi que les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont enregistré des baisses similaires. Le graphique montre en outre que le repli des stocks observé en 2022 a concerné la plupart des aires géographiques. En Europe, les stocks ont ainsi fléchi de 10% (-74 milliards; total: 661 milliards de francs), notamment à Chypre (-18 milliards; total: -43 milliards), au Royaume-Uni (-17 milliards; total: 60 milliards) et en Irlande (-13 milliards; total: 44 milliards). L'Allemagne, la France, la Suède et la Russie ont en outre chacune enregistré une baisse de 3 milliards à 4 milliards de francs. En Russie, le recul des stocks d'investissements directs résulte de corrections de valeurs en rapport avec la guerre en Ukraine.

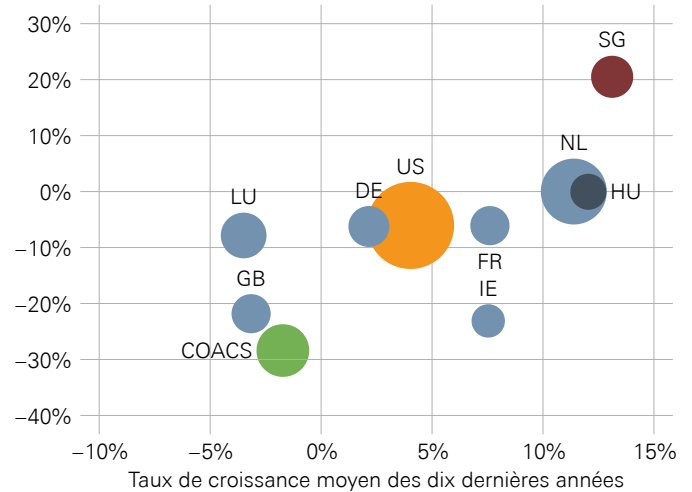
De même, dans la plupart des aires géographiques en dehors de l'Europe, les stocks d'investissements directs affichaient majoritairement des niveaux inférieurs à ceux de l'année précédente. La diminution observée en Amérique du Nord s'est établie à 7% (-24 milliards; total: 326 milliards de francs). Celle présentée par l'Amérique centrale et du Sud s'est même inscrite à 22% (-40 milliards; total: 145 milliards), à la suite du recul des stocks dans les centres financiers offshore de cette aire géographique (-43 milliards; total: 109 milliards). Seule l'Asie a connu un accroissement des stocks d'investissements directs suisses (+4%, soit +6 milliards; total: 165 milliards de francs), résultant principalement de l'augmentation enregistrée à Singapour (+12 milliards; total: 69 milliards), bien plus importante que le recul qui a touché les Émirats arabes unis (-6 milliards; total: 6 milliards). Les stocks d'investissements directs en Afrique sont restés inchangés (total: 12 milliards de francs), et ceux détenus en Océanie se sont repliés de 15% (-2 milliards; total: 10 milliards).

Graphique 5

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks des dix principales implantations en 2022

Variation par rapport à l'année précédente



● Europe ● Amérique du Nord ● Asie  
● Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud

Source: BNS.

## REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté de 10 milliards de francs (+10%; total: 110 milliards). Si on rapporte ces revenus au total des stocks d'investissements directs, le taux de rendement s'établissait à 8,3% en 2022 (2021: 7,5%). L'accroissement des revenus a permis aux entreprises résidentes de renforcer la dotation en fonds propres de leurs filiales non résidentes (bénéfices réinvestis: +7 milliards; total: 32 milliards de francs) et de percevoir des dividendes plus importants de la part de ces dernières (+3 milliards; total: 75 milliards de francs). Le produit des intérêts des prêts intragroupes s'est légèrement replié par rapport à l'année précédente (-1 milliard; total: 3 milliards).

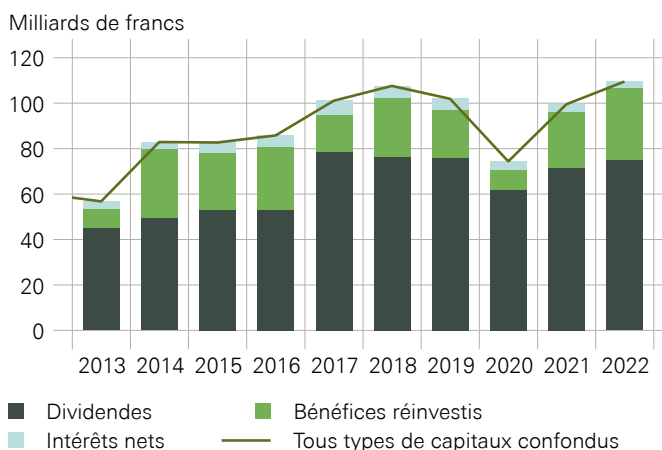
La progression des revenus d'investissements directs est exclusivement due au secteur des services (+10 milliards; total: 66 milliards de francs). À l'intérieur de ce secteur toutefois, les différents groupes de branches ont présenté une évolution hétérogène: une hausse notable pour les sociétés financières et holdings (+20 milliards; total: 45 milliards de francs), une progression dans le commerce (+3 milliards, du fait de l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie; total: 17 milliards), et une baisse notamment dans la finance (-12 milliards; total: 2 milliards), du fait du recul des revenus des assurances (-5 milliards; total: 10 milliards de francs), et des pertes sensiblement accrues subies par les filiales non résidentes des banques (-7 milliards; total: -8 milliards). Dans l'industrie, les revenus d'investissements directs sont restés de 43 milliards de francs. Ce statu quo résulte de l'accroissement des revenus du groupe de branches *Autres industries et construction* (+4 milliards; total: 15 milliards) et du repli des revenus des groupes de branches *Chimie et plastique* (-2 milliards; total: 16 milliards de francs) et *Électronique, énergie, optique et horlogerie* (-2 milliards; total: 8 milliards).

Les revenus d'investissements directs ont également présenté une évolution hétérogène sur le plan géographique (voir graphique 8). Ils se sont fortement accrues en Europe (+23 milliards; total: 63 milliards de francs) et en Asie (+6 milliards; total: 29 milliards), ils ont reculé d'environ un tiers en Amérique du Nord (-8 milliards; total: 16 milliards de francs), et se sont effondrés dans le reste du monde (-11 milliards; total: 1 milliard de francs).

Graphique 6

### INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par types de capitaux

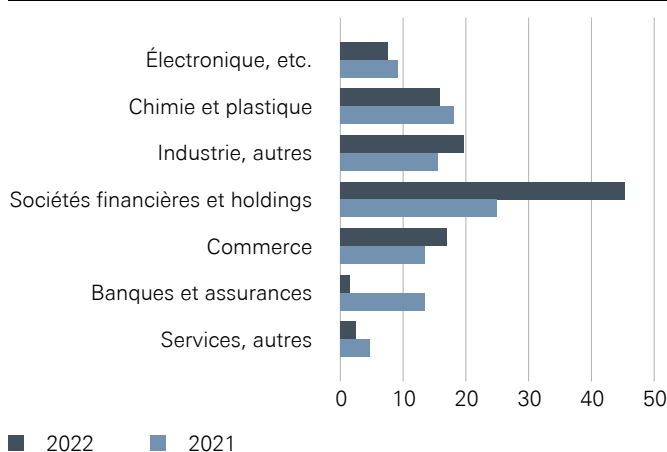


Source: BNS.

Graphique 7

### INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)

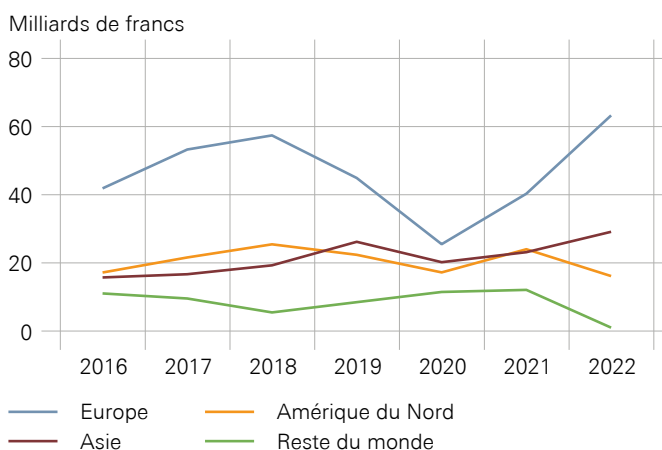


Source: BNS.

Graphique 8

### INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus ventilés par aires géographiques



Source: BNS.

### FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2022, les entités non résidentes ont à nouveau rapatrié un volume important de capitaux d'entreprises résidentes (58 milliards de francs en termes nets, contre 133 milliards de francs en 2021). Dans le cadre de restructurations au sein de leurs groupes, elles ont réduit de 66 milliards de francs les participations qu'elles détiennent dans leurs filiales résidentes et de 21 milliards le volume des prêts intragroupes. Dans le même temps, elles ont réinvesti des bénéfices dans leurs filiales résidentes à hauteur de 29 milliards de francs.

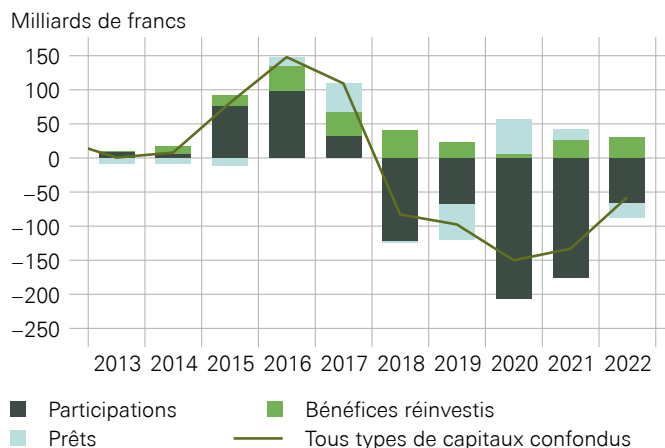
Les rapatriements de capitaux ont concerné le secteur des services (68 milliards de francs), et au premier chef le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* (70 milliards). Ils ont été pour une part importante (26 milliards de francs) le fait d'entités à vocation spéciale (EVS), c'est-à-dire de sociétés n'ayant pas d'activité opérationnelle. Ils ont en outre concerné les groupes de branches *Autres services* (6 milliards) et *Transports et communications* (2 milliards de francs). Dans le secteur des services, seul le commerce a enregistré des investissements en termes nets (11 milliards de francs) provenant d'entités non résidentes. Les bénéfices accrus réalisés par les filiales résidentes ont entraîné une augmentation des bénéfices réinvestis. L'industrie, de son côté, a enregistré une hausse des investissements directs en termes nets, à savoir de 10 milliards de francs. Ces investissements directs ont d'abord concerné le groupe de branches *Chimie et plastique* (+9 milliards de francs), où ils ont pris la forme d'acquisitions d'entités résidentes.

Pour procéder à des investissements directs en Suisse ou au Liechtenstein (ci-après investissements directs en Suisse), les sociétés mères non résidentes recourent majoritairement à des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays européens où sont implantées des holdings (voir aussi la section concernant la ventilation par pays des stocks d'investissements directs, page 12 s). Par conséquent, les rapatriements enregistrés durant l'année sous revue ont d'abord été le fait d'investisseurs immédiats domiciliés dans de tels pays, notamment aux Pays-Bas (22 milliards de francs), en Hongrie (17 milliards), en Irlande (14 milliards) et au Luxembourg (11 milliards). Des désinvestissements ont en outre été réalisés par des entités domiciliées au Japon (6 milliards de francs) et aux États-Unis (4 milliards). Les pays ayant procédé à des investissements directs nets en Suisse ont été très peu nombreux en 2022. Il s'agit essentiellement du Royaume-Uni (15 milliards de francs), de l'Allemagne (2 milliards) et de Chypre (2 milliards également).

Graphique 9

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux ventilés par types de capitaux

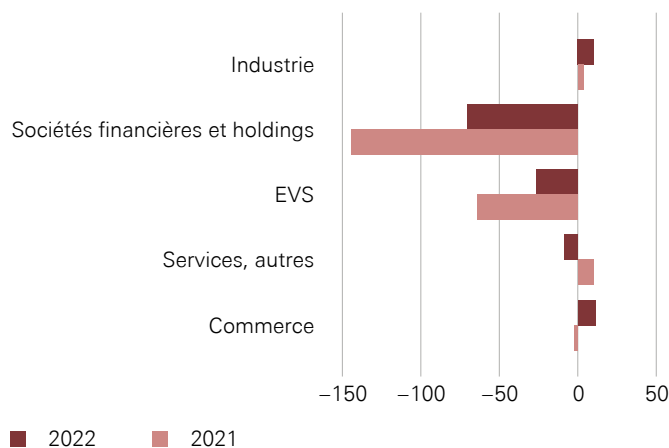


Source: BNS.

Graphique 10

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

## STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Fin 2022, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 1 055 milliards de francs, en recul de 65 milliards (-4%) par rapport à l'année précédente. Les stocks d'investissements directs détenus dans les entreprises résidentes se composent des participations, lesquelles se sont élevées à 1 001 milliards de francs (95%), et des prêts intragroupes, qui se sont établis à 55 milliards (5%). Ces prêts représentent un montant net<sup>1</sup> égal à la différence entre les prêts accordés à des entités résidentes par leurs sociétés mères et sociétés sœurs non résidentes (passif: 267 milliards de francs) et ceux octroyés à ces dernières par les entités résidentes (actif: 212 milliards)<sup>2</sup>.

Les stocks d'investissements directs étrangers se sont établis à 870 milliards de francs dans le secteur des services, soit 72 milliards de moins que l'année précédente (-8%). À l'exception du commerce (+13 milliards; total: 270 milliards de francs), tous les groupes de branches des services ont enregistré des baisses. Le repli le plus important a concerné les sociétés financières et holdings (-66 milliards; total: 492 milliards). À l'inverse, l'industrie a affiché une augmentation des stocks d'investissements directs étrangers, lesquels ont progressé de 4% (+7 milliards; total 186 milliards de francs). La croissance la plus forte a été observée pour le groupe de branches *Chimie et plastique* (+6 milliards; total: 93 milliards de francs).

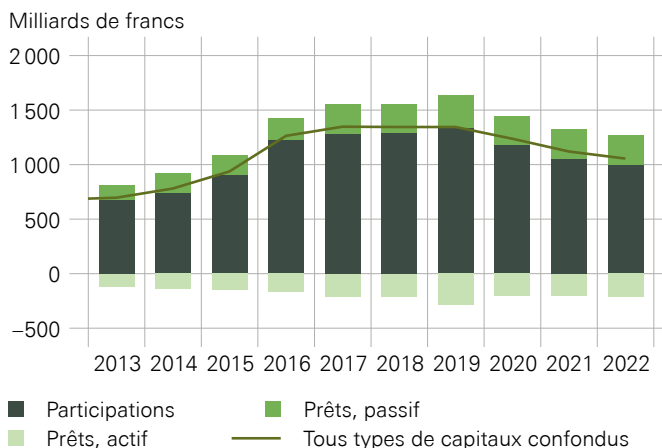
Le graphique 12 présente l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. La part de l'industrie a toujours fluctué entre 10% et 20% (2022: 18%). Quant à la part des services, elle est elle aussi demeurée relativement stable dans l'ensemble (2022: 82%), mais la répartition entre groupes de branches a fortement changé. Ainsi, la part des stocks détenus dans les sociétés financières et holdings, qui était d'environ 30% au milieu des années 1980, a augmenté jusqu'à s'établir à plus de 60% en 2016, puis elle a de nouveau fléchi, s'inscrivant actuellement à 47%. Sur la période, la part des banques et des assurances a accusé un net repli: elle est ainsi passée d'environ 30% au début des années 1990 à 3% fin 2022, après un recul pratiquement continu. L'importance des autres groupes de branches des services s'est en revanche fortement accrue entre 2010 et 2022, passant de 17% à 32%, principalement portée par le groupe de branches *Commerce*.

La BNS publie les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime. Une grande part de ces stocks était détenue par des investisseurs immédiats domiciliés dans l'UE. Fin 2022, cette part s'élevait à 62%, soit à 653 milliards de francs, dont 519 milliards étaient attribuables aux trois principaux pays européens

Graphique 11

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés par types de capitaux

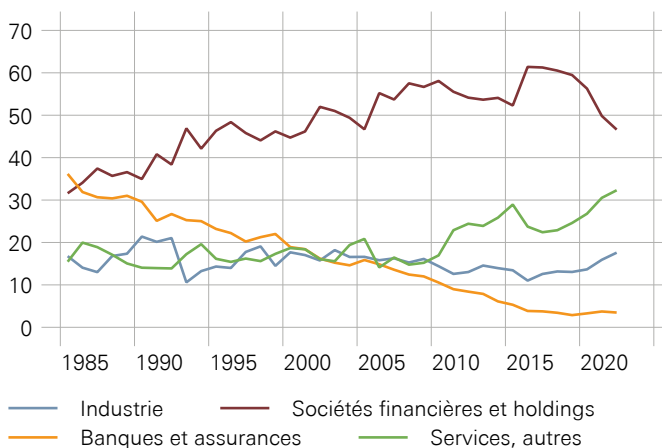


Source: BNS.

Graphique 12

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés par groupes de branches (en %)



Source: BNS.

1 Voir le thème spécial *Présentation des investissements directs selon le principe directionnel et selon le principe des actifs et des passifs* dans le rapport *Investissements directs 2013*, pages 25 ss.

2 Les prêts accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve à l'étranger.

accueillant de nombreuses holdings, à savoir les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Irlande. Les investissements réalisés depuis des pays d'implantation de holdings passent en majorité par des sociétés intermédiaires contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. La part des participations détenues dans des filiales résidentes par l'entremise de sociétés intermédiaires a atteint un pic (75%) en 2018 (voir graphique 13). Les désinvestissements touchant les sociétés financières et holdings ont alors marqué un tournant. En 2022, la part des stocks d'investissements directs détenus en Suisse par l'entremise de sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers était tombée à 57%.

Étant donné la proportion significative des participations dans des entreprises résidentes détenues par l'entremise de sociétés intermédiaires, la Banque nationale dresse également une ventilation des stocks selon la domiciliation de l'investisseur ultime. Dans le cas des États-Unis en particulier, les stocks d'investissements directs étaient beaucoup plus élevés selon le critère de l'investisseur ultime (438 milliards de francs) que selon celui de l'investisseur immédiat (voir graphique 14). Cette situation montre que les entreprises établies aux États-Unis passent encore majoritairement par des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises domiciliées en Suisse. Les entreprises établies en Amérique centrale et du Sud, dans le reste de l'Europe et en Chine font de même.

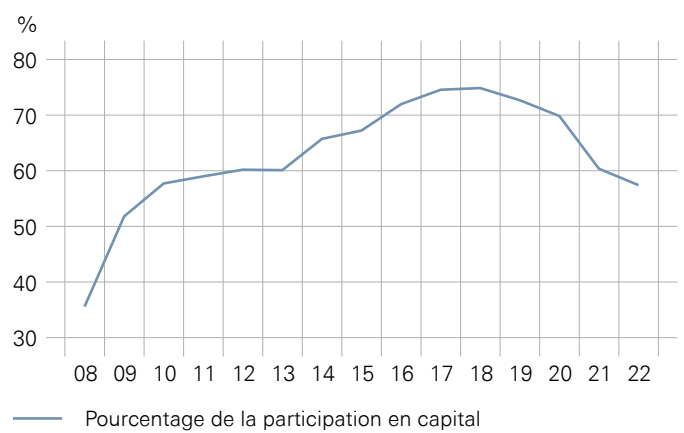
Pour ce qui est des pays accueillant de nombreuses holdings, la ventilation selon l'investisseur ultime fait généralement apparaître des stocks plus faibles que celle selon l'investisseur immédiat. Ainsi, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs ultimes domiciliés au Luxembourg s'inscrivaient à 8 milliards de francs, soit à un niveau très faible par rapport à celui des stocks ventilés en fonction de l'investisseur immédiat (194 milliards). Pour les Pays-Bas, les valeurs correspondantes s'élevaient respectivement à 48 milliards et à 297 milliards de francs. L'Irlande par contre affichait des stocks d'investissements directs beaucoup plus importants selon le critère de l'investisseur ultime (109 milliards de francs) que selon celui de l'investisseur immédiat (28 milliards). Cette situation s'explique par le fait que non seulement l'Irlande accueille un grand nombre de holdings, mais qu'elle compte aussi quantité de sièges de groupes multinationaux.

La Suisse figure, elle aussi, parmi les pays de domiciliation de l'investisseur ultime. Cela signifie que des entités résidentes passent par des sociétés intermédiaires situées dans des pays tiers pour acquérir des participations dans des entreprises résidentes. L'expression *round tripping* est couramment utilisée en anglais pour désigner ce type d'opérations, à l'issue desquelles les fonds investis retournent à leur point de départ. En 2022, les stocks d'investissements directs ayant fait l'objet d'opérations de *round tripping* s'élevaient à 52 milliards de francs, contre 58 milliards l'année précédente.

Graphique 13

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks détenus par l'entremise de sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers

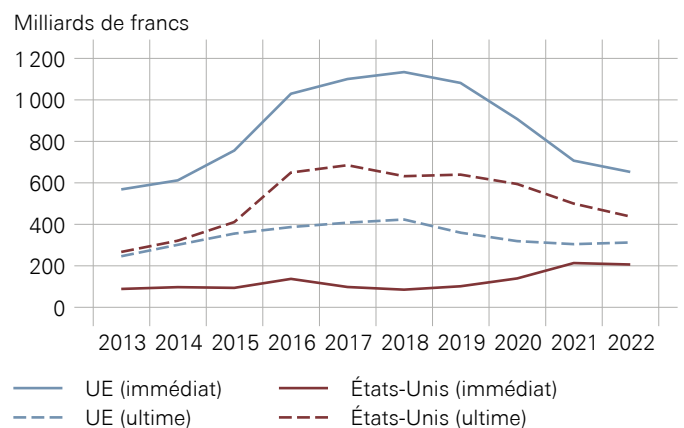


Source: BNS.

Graphique 14

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks ventilés selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime



Source: BNS.

**STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE EN 2022, RÉPARTIS SELON LA DOMICILIATION DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME**

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Écart en milliards de francs
	en milliards de francs	en %	en milliards de francs	en %	
<b>Europe</b>	<b>741,0</b>	<b>70%</b>	<b>439,9</b>	<b>42%</b>	<b>-301,1</b>
<b>UE</b>	<b>652,6</b>	<b>62%</b>	<b>312,5</b>	<b>30%</b>	<b>-340,1</b>
<b>Reste de l'Europe</b>	<b>88,4</b>	<b>8%</b>	<b>127,4</b>	<b>12%</b>	<b>39,0</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Allemagne	19,3	2%	44,7	4%	25,4
France	33,7	3%	44,1	4%	10,4
Irlande	27,8	3%	109,4	10%	81,5
Luxembourg	194,3	18%	8,3	1%	-186,0
Pays-Bas	296,9	28%	47,8	5%	-249,1
Suisse	.	.	52,0	5%	52,0
Royaume-Uni	62,5	6%	44,3	4%	-18,2
<b>Amérique du Nord</b>	<b>206,2</b>	<b>20%</b>	<b>459,9</b>	<b>44%</b>	<b>253,7</b>
dont États-Unis	206,3	20%	437,7	41%	231,3
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>33,5</b>	<b>3%</b>	<b>52,5</b>	<b>5%</b>	<b>19,0</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>74,7</b>	<b>7%</b>	<b>103,1</b>	<b>10%</b>	<b>28,4</b>
Japon	32,9	3%	37,5	4%	4,7
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1055,4</b>	<b>100%</b>	<b>1055,4</b>	<b>100%</b>	<b>0,0</b>

· Pas de données possibles.

Source: BNS.



## REVENUS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les revenus des investissements directs étrangers en Suisse se sont établis à 102 milliards de francs (+1 milliard ou +1% en un an). Si on rapporte ces revenus au total des stocks d'investissements directs, le taux de rendement s'établissait à 9,7% en 2022 (2021: 9%). Ces revenus ont été utilisés comme suit: 72 milliards de francs ont été versés sous forme de dividendes à des entités non résidentes, et 29 milliards ont été attribués sous forme de bénéfices réinvestis à des filiales résidentes et sont donc restés en Suisse. De plus, les entités non résidentes ont perçu 1 milliard de francs au titre des intérêts des prêts intragroupes.

Les revenus réalisés dans le secteur des services se sont établis à 84 milliards de francs, comme l'année précédente. Ils ont progressé dans le commerce (+5 milliards; total: 36 milliards de francs), mais se sont repliés dans le groupe de branches *Autres services* (-5 milliards; total: 8 milliards de francs). Dans l'industrie, les revenus ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (+2 milliards; total: 19 milliards de francs). Ils ont notamment progressé dans les filiales des groupes de branches *Électronique, énergie, optique et horlogerie* (+3 milliards; total: 5 milliards) et *Autres industries et construction* (+2 milliards; total: 3 milliards de francs).

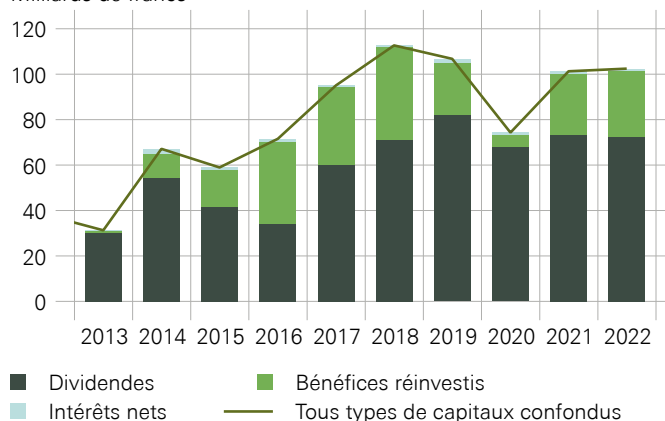
La Banque nationale publie les revenus d'investissements directs étrangers en Suisse – comme elle le fait pour les stocks – avec une ventilation selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et selon celle de l'investisseur ultime. Le graphique 17 présente l'évolution des revenus depuis 2015 pour les deux ventilations. On observe des similitudes avec l'évolution des stocks d'investissements directs (voir graphique 14). Il apparaît ainsi que dans la ventilation selon l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'UE sont prépondérantes, avec, en 2022, des revenus d'investissements directs de 68 milliards de francs pour un total de 102 milliards. La ventilation selon l'investisseur ultime modifie ce classement: les investisseurs ultimes domiciliés aux États-Unis ont en effet enregistré près de la moitié du total des revenus d'investissements directs (à savoir 50 milliards de francs), soit nettement plus que les investisseurs ultimes domiciliés dans l'UE (28 milliards). Les investisseurs ultimes établis dans les autres aires géographiques ont perçu des revenus à hauteur de 25 milliards de francs. Leur part dans le total a considérablement progressé entre 2015 et 2022, passant de 5% à 24%.

Graphique 15

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés par types de capitaux

Milliards de francs

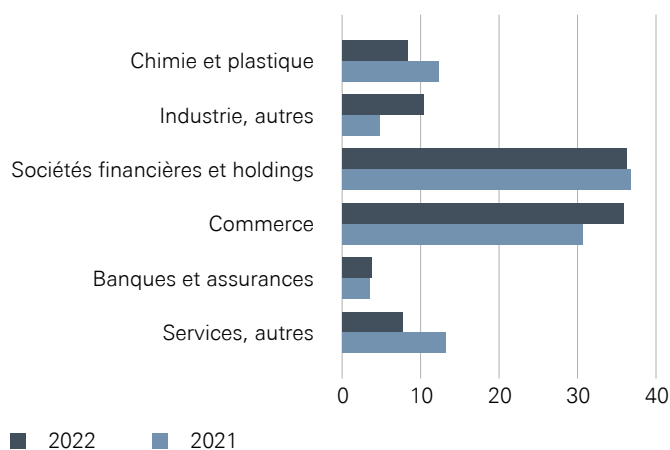


Source: BNS.

Graphique 16

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés par groupes de branches (en milliards de francs)



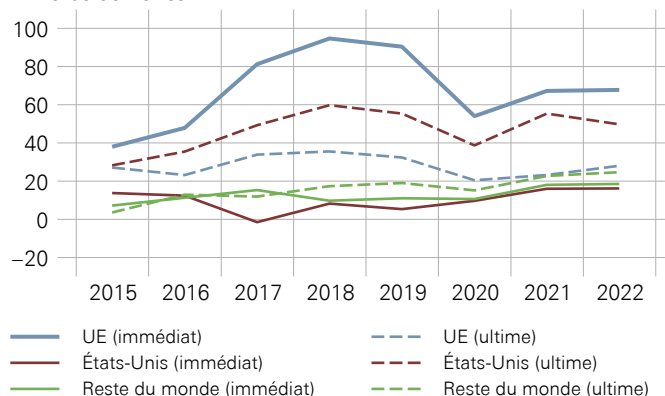
Source: BNS.

Graphique 17

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus ventilés selon la domiciliation de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime

Milliards de francs



Source: BNS.

# Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes

## EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

En 2022, les entreprises contrôlées par des entités résidentes<sup>1</sup> (ci-après groupes résidents) employaient dans leurs filiales non résidentes 2 279 000 personnes (+3% par rapport à l'année précédente; cette variation est conforme à sa moyenne de long terme). Parmi ces personnes salariées, 1 382 000 exerçaient une activité dans l'industrie (un peu moins des deux tiers; +20 000) et 897 000 (+50 000), dans les services<sup>2</sup>.

Dans l'industrie, deux groupes de branches ont enregistré une légère progression de leurs effectifs à l'étranger: *Métallurgie et machines* (348 000 personnes, soit +14 000 ou +3%, principalement à la suite d'acquisitions) et *Électronique, énergie, optique et horlogerie* (226 000 personnes, +8 000, soit +4%). C'est le groupe de branches *Autres industries et construction* qui employait de loin les effectifs les plus nombreux à l'étranger, à savoir 494 000 personnes, chiffre pratiquement inchangé.

Dans les services, une part importante de la croissance des effectifs a été portée par le groupe de branches *Commerce* (+18 000), qui continue d'occuper les effectifs les plus importants à l'étranger (220 000 personnes). Les assurances employaient 120 000 personnes (+9 000, soit +9%, notamment en raison d'acquisitions), le groupe de branches *Autres services* occupait 163 000 personnes (+9 000, soit +6%) et les banques, 101 000 (+2 000, soit +2%).

Le gros des effectifs à l'étranger des groupes résidents est réparti entre trois aires géographiques: Europe (1 072 000 personnes, soit 47%), Asie (538 000, ou 24%) et Amérique du Nord (350 000, soit 15%). Les effectifs employés dans les autres régions du monde représentaient 14% du total.

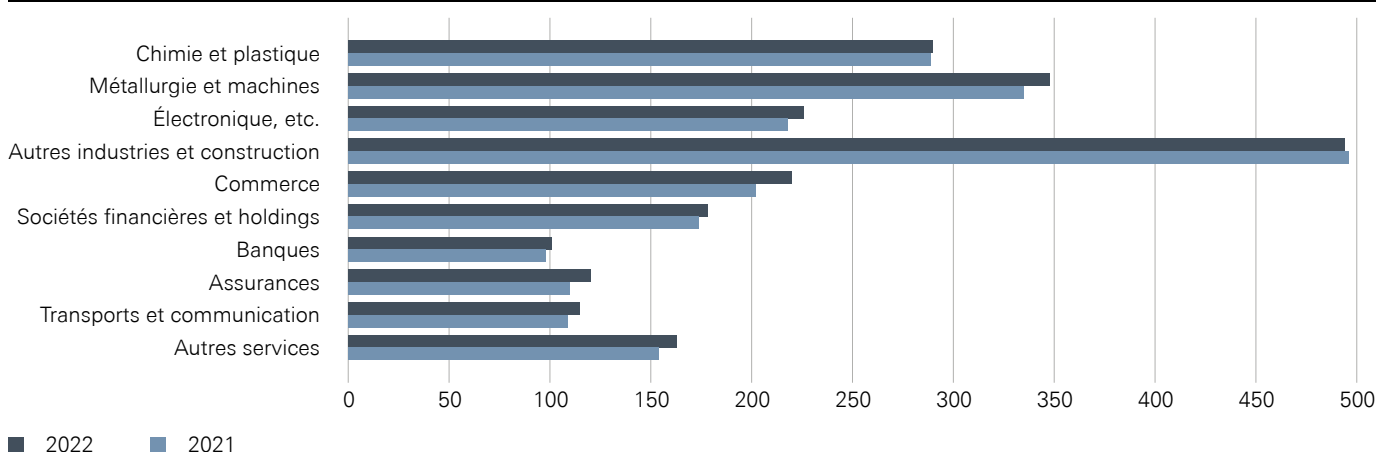
1 Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les autres entreprises résidentes n'est pas connu.

2 Le critère de répartition par branches est l'activité principale du groupe à l'échelle mondiale.

Graphique 18

## EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Par groupes de branches, en milliers de personnes



Source: BNS.

Le graphique 20 présente les dix pays où les entreprises contrôlées par des entités résidentes comptent le plus de personnes salariées. La taille des cercles est proportionnelle au nombre de personnes employées. L'axe des abscisses indique la variation moyenne des effectifs entre 2012 et 2022, et celui des ordonnées, leur variation entre 2021 et 2022.

Six des dix principaux sites d'implantation se trouvaient en Europe. Dans les trois premiers, à savoir l'Allemagne (300 000 personnes), la France (121 000) et le Royaume-Uni (92 000), les effectifs ont progressé de 3%. La Pologne (62 000 personnes) affiche le taux de croissance moyen le plus élevé sur les dix dernières années et a également présenté une progression supérieure à la moyenne durant l'exercice sous revue, à savoir 5%. Quant aux Pays-Bas, au Luxembourg et à l'Irlande, pays d'implantation de nombreuses holdings qui jouent un rôle important pour les investissements directs, ils ne réunissaient ensemble que 42 000 employés, soit à peine 2% des effectifs engagés à l'échelle du monde.

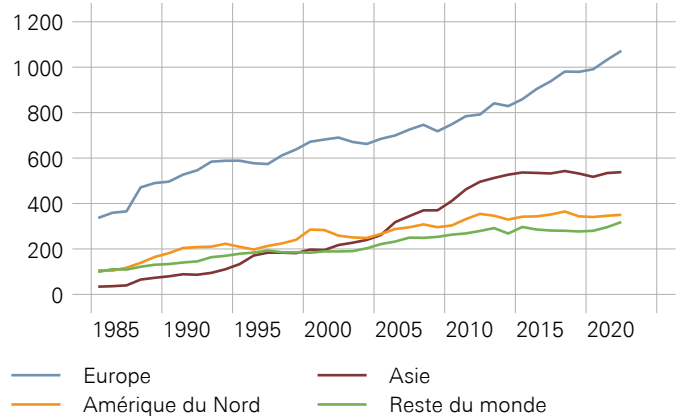
Hors d'Europe, les entreprises résidentes faisaient travailler 317 000 personnes aux États-Unis (premier site d'implantation hors de Suisse), 167 000 en Chine – implantation la plus importante en Asie –, 96 000 en Inde (en recul de 7% à la suite de cessions), et 85 000 au Brésil (+8%).

Graphique 19

### EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Répartition géographique

Milliers de personnes



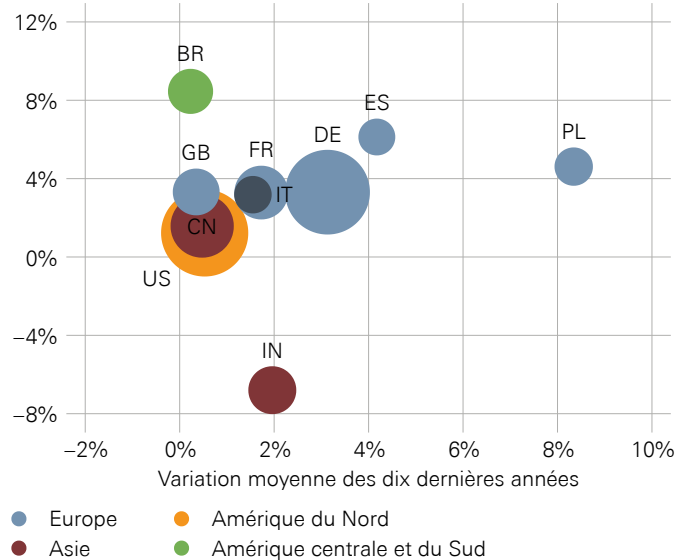
Source: BNS.

Graphique 20

### EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les dix principaux sites en 2022

Variation par rapport à l'année précédente



Source: BNS.

## NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

En 2022, les sociétés mères résidentes contrôlaient 20 300 filiales non résidentes: 8 600 dans l'industrie et 11 700 dans les services, dont 5 700 pour le seul groupe de branches *Autres services*. Ce nombre s'explique par le modèle économique d'entreprises importantes de ce groupe, qui repose sur un réseau dense de très petites implantations à l'échelle mondiale.

Le graphique 21 présente les dix aires géographiques qui regroupent le plus grand nombre de filiales d'entreprises résidentes. La taille des cercles est proportionnelle au nombre de filiales. L'axe des abscisses indique la variation moyenne de ce chiffre entre 2014 et 2022, et celui des ordonnées, sa variation entre 2021 et 2022. La majorité des filiales non résidentes d'entreprises résidentes étaient établies en Europe (59%), notamment dans les pays limitrophes: la France (2 700 filiales, soit 13%), suivie par l'Allemagne (1 900, soit 9%) et l'Italie (1 000, soit 5%). Le Royaume-Uni regroupait, quant à lui, 860 filiales d'entreprises résidentes. Avec 2 400 filiales (12% du total), les États-Unis, étaient le principal site d'implantation hors d'Europe. Quant à la Chine, elle en comptait 800.

Le nombre moyen de personnes employées dans les filiales non résidentes était de 112. Il était le plus élevé dans les groupes de branches *Autres industries et construction* (204 personnes) et *Transports et communications* (198), et le plus faible dans les groupes de branches *Banques* (76) et *Autres services* (29).

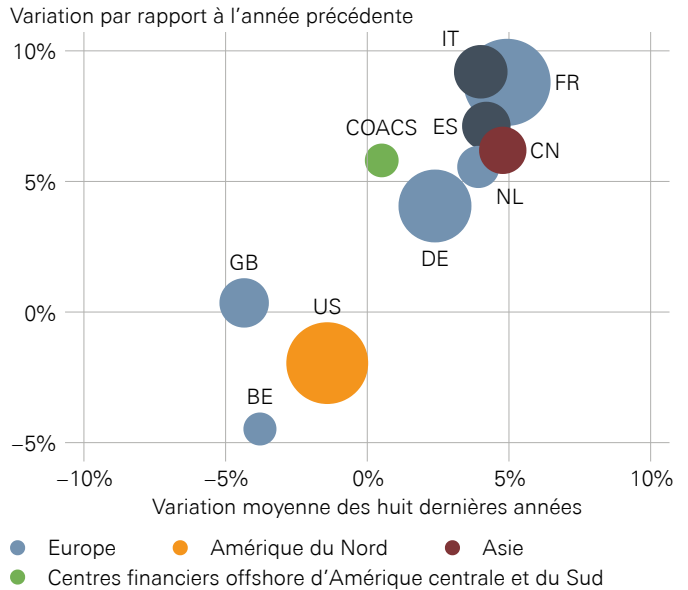
Le graphique 22 présente les effectifs moyens des filiales non résidentes ventilés par aires géographiques ainsi que leur dispersion au sein de celles-ci. Les effectifs étaient les plus élevés en Asie, avec 174 personnes en moyenne, mais 405 en Inde et 373 au Pakistan, et les plus faibles, en Europe, avec 90 personnes en moyenne et une taille des filiales également très variable. Cela tient au grand nombre de pays où sont implantées beaucoup d'EVS, lesquelles ont une faible présence physique. Ainsi, les filiales domiciliées dans les centres financiers offshore d'Europe<sup>3</sup> n'employaient en moyenne que quatre personnes, et celles établies à Chypre, six. C'est en Pologne, en Ukraine et en Russie que les effectifs moyens étaient les plus élevés (plus de 200 personnes).

<sup>3</sup> Gibraltar, Guernesey, Île de Man et Jersey.

Graphique 21

## NOMBRE DE FILIALES NON RÉSIDENTES

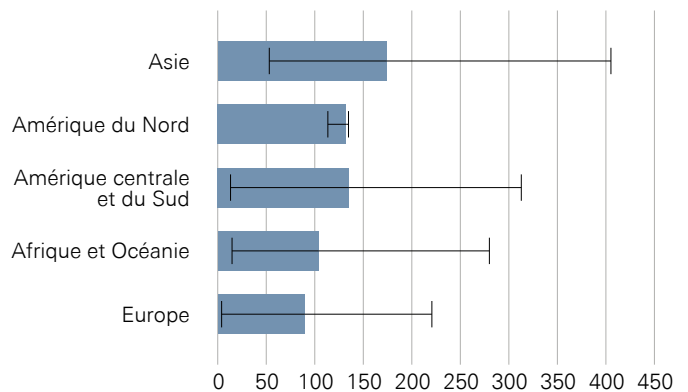
Les dix principaux sites d'implantation en 2022



Graphique 22

## EFFECTIFS MOYENS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Répartition par aire géographique et dispersion<sup>1</sup> (2022)



<sup>1</sup> La dispersion montre l'écart entre les valeurs minimales et maximales au sein de chaque aire géographique.

Source: BNS.

## CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES DE GROUPES RÉSIDENTS

En 2022, les filiales non résidentes de groupes résidents ont vendu des biens et des services à des tiers pour un total de 887 milliards de francs, soit une hausse de chiffre d'affaires de 8% par rapport à 2021 (823 milliards).

La progression par rapport à 2020, exercice marqué par la pandémie de Covid-19, a même été de 25%.

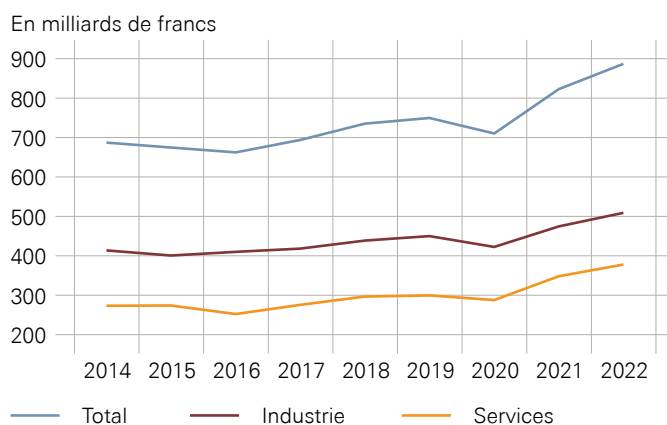
L'industrie a contribué à ce chiffre d'affaires à hauteur de 509 milliards de francs (soit 57% du total). Ce montant se compose, par ordre d'importance, des chiffres d'affaires des groupes de branches suivants: *Autres industries et construction* (173 milliards de francs; +7%), *Chimie et plastique* (149 milliards; inchangé), *Électronique, énergie, optique et horlogerie* (107 milliards; +16%, notamment du fait de la hausse des prix de l'énergie), et *Métallurgie et machines* (78 milliards; +12%).

Quant aux services, leur contribution a été de 378 milliards de francs. Ce montant comprend notamment, par ordre d'importance, les chiffres d'affaires des groupes de branches suivants: *Assurances* (113 milliards de francs, correspondant aux primes brutes encaissées), *Commerce* (90 milliards; +29% du fait de conditions favorables sur le marché et de hausses des prix), *Transports et communications* (43 milliards; +17%), *Banques* (32 milliards, correspondant au résultat net des opérations d'intérêt et commissions, en baisse de 17% par rapport à 2021).

Graphique 23

## CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

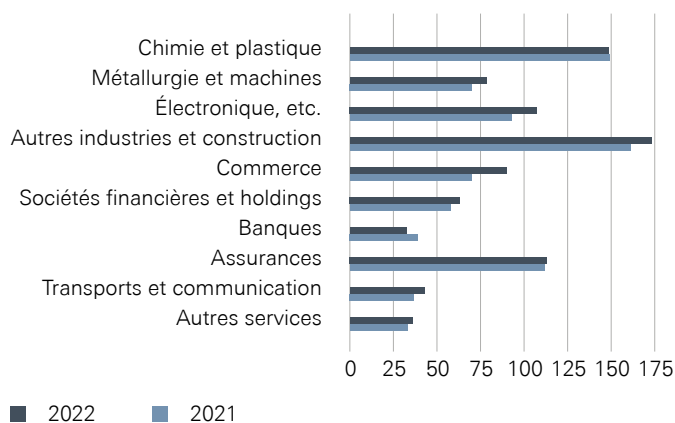
Ventilation par secteurs



Graphique 24

## CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

Par groupes de branches, en milliards de francs



Le graphique 25 présente les dix principaux sites d'implantation des filiales non résidentes d'entreprises résidentes en fonction de leur chiffre d'affaires. La taille des cercles est proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé. L'axe des abscisses indique la variation moyenne entre 2014 et 2022, et celui des ordonnées, la variation entre 2021 et 2022.

Parmi les dix principaux sites, sept sont européens, et l'Europe prise comme un tout regroupe 43% des chiffres d'affaires globaux, soit 380 milliards de francs (dont 86 milliards en Allemagne, 53 milliards en France et 38 milliards en Italie). Les filiales domiciliées aux États-Unis ont réalisé, quant à elles, un chiffre d'affaires de 236 milliards, soit 27% du total. Enfin, deux pays d'Asie, la Chine (50 milliards de francs) et le Japon (22 milliards), faisaient également partie des dix principaux sites d'implantation en termes de chiffres d'affaires. La Chine fait partie des pays où les chiffres d'affaires ont le plus progressé ces dernières années, à savoir de 6% par an en moyenne. Durant l'année sous revue, ils ont toutefois légèrement reculé.

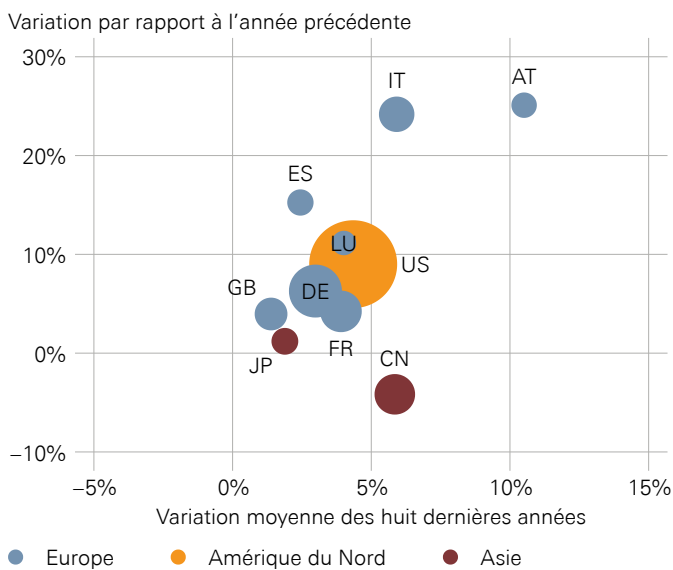
Le chiffre d'affaires moyen par personne employée dans les filiales non résidentes des entreprises résidentes s'est établi à 389 000 francs (368 000 francs dans l'industrie et 421 000 francs dans les services). Dans l'industrie, c'est le groupe de branches *Chimie et plastique* qui affichait la valeur la plus élevée, avec 512 000 francs. Dans les services, ce sont les assurances, avec 945 000 francs.

Le graphique 26 présente la répartition géographique et la dispersion du chiffre d'affaires généré par personne salariée. Les filiales implantées en Amérique du Nord enregistraient les chiffres les plus élevés, avec 720 000 francs. Si les disparités observées entre les autres aires géographiques étaient modérées, celles entre les pays d'une même aire étaient considérables. Ainsi, les valeurs pour le Luxembourg, pays d'implantation de nombreuses EVS, ont été de 3,1 millions de francs, soit 8 fois plus élevées que la moyenne européenne (355 000 francs), et celles des centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (2,8 millions) ont même été 10 fois supérieures à la moyenne de leur aire géographique (277 000 francs). En Asie, les plus faibles chiffres d'affaires par personne ont été enregistrés par les filiales implantées en Inde et au Vietnam, pays aux industries exigeant une forte main-d'œuvre, avec respectivement 115 000 et 140 000 francs par personne. Les valeurs les plus élevées ont été enregistrées à Singapour et au Qatar, respectivement deux fois et trois fois la moyenne de l'aire géographique.

Graphique 25

### CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ PAR LES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les dix principaux sites d'implantation en 2022

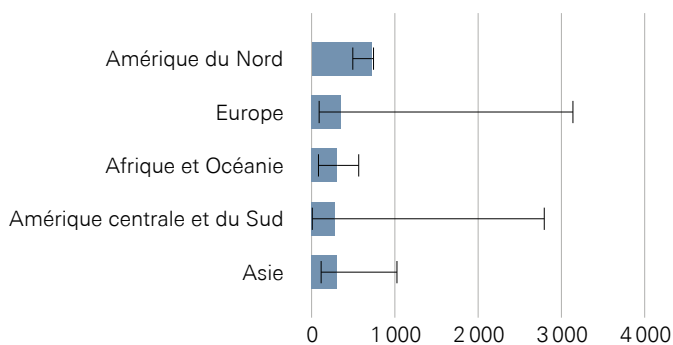


Source: BNS.

Graphique 26

### CHIFFRE D'AFFAIRES MOYEN PAR PERSONNE EMPLOYÉE

Répartition par aire géographique et dispersion<sup>1</sup>, en milliers de francs (2022)



<sup>1</sup> La dispersion montre l'écart entre les valeurs minimales et maximales au sein de chaque aire géographique.

Source: BNS.

## EFFECTIFS DES SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

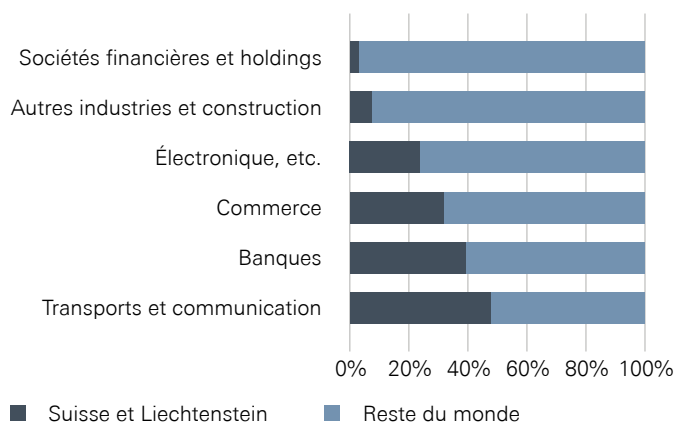
Les entreprises résidentes qui investissent à l'étranger sont aussi d'importants employeurs en Suisse et au Liechtenstein. Leurs effectifs s'y élevaient à 966 000 personnes<sup>4</sup>, soit 18% de l'emploi total en Suisse et au Liechtenstein, dont 539 000 (soit 56%) travaillaient dans des entreprises qui entrent dans la statistique de la Banque nationale parce que leurs stocks d'investissements directs sont supérieurs à 10 millions de francs.

Toutes implantations confondues, les groupes résidents tenus de fournir des données à la Banque nationale employaient 2 817 000 personnes (voir tableau 3) dont 81% hors de Suisse ou du Liechtenstein. Cette part était de 87% dans l'industrie et de 73% dans les services. Dans l'industrie, elle allait de 76% pour le groupe de branches *Électronique, énergie, optique et horlogerie* à 92 % pour le groupe de branches *Autres industries et construction*. Dans les services, les disparités étaient très prononcées: alors que cette part dépassait à peine 50% dans le groupe de branches *Transports et communications*, elle était d'environ 60% pour les banques, de 68% dans le commerce, de 86% pour les assurances et de 97% pour les sociétés financières et holdings.

Graphique 27

### EFFECTIFS: RÉPARTITION ENTRE ENTITÉS RÉSIDENTES ET ENTITÉS NON RÉSIDENTES

Ventilés par groupes de branches (2022)



Source: BNS.

<sup>4</sup> Source: OFS, Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE).

**EFFECTIFS DES GROUPES EN MAINS SUISSES, VENTILÉS PAR SECTEUR<sup>1</sup>**

En milliers de personnes

	2018	2019	2020	2021	2022	en %
<b>Effectifs en Suisse et au Liechtenstein</b>	<b>556,7</b>	<b>549,8</b>	<b>535,5</b>	<b>537,9</b>	<b>538,5</b>	<b>19,1</b>
dont industrie	216,8	214,8	210,3	210,7	210,2	7,5
dont services	340,0	335,0	325,2	327,2	328,3	11,7
<b>Effectifs à l'étranger</b>	<b>2 168,3</b>	<b>2 132,0</b>	<b>2 128,6</b>	<b>2 209,1</b>	<b>2 278,8</b>	<b>80,9</b>
dont industrie	1 381,0	1 352,3	1 336,7	1 362,0	1 381,9	49,0
dont services	787,3	779,7	791,8	847,1	896,9	31,8
<b>Total des effectifs</b>	<b>2 725,1</b>	<b>2 681,7</b>	<b>2 664,1</b>	<b>2 747,0</b>	<b>2 817,3</b>	<b>100,0</b>
dont industrie	1 597,8	1 567,1	1 547,0	1 572,7	1 592,1	56,5
dont services	1 127,3	1 114,7	1 117,1	1 174,3	1 225,2	43,5

1 Comprend uniquement les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs.

Source: BNS.





#### Editeur

Banque nationale suisse  
Statistique  
Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone +41 58 631 00 00

#### Renseignements

publications@snb.ch

#### Langues

Français, allemand, anglais

#### Conception

Interbrand Ltd, Zurich

#### Composition et impression

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

#### Date de publication

Décembre 2023

ISSN 1662-4319 (version imprimée)  
ISSN 1661-156X (version électronique)

#### Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), News et publications.

Le calendrier des publications figure à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Calendrier.

Une grande partie des publications peuvent être obtenues sur papier, individuellement ou par abonnement, à l'adresse suivante:  
Banque nationale suisse, Bibliothèque  
Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone +41 58 631 11 50  
E-mail: [library@snb.ch](mailto:library@snb.ch)



#### Droits d'auteur/copyright

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

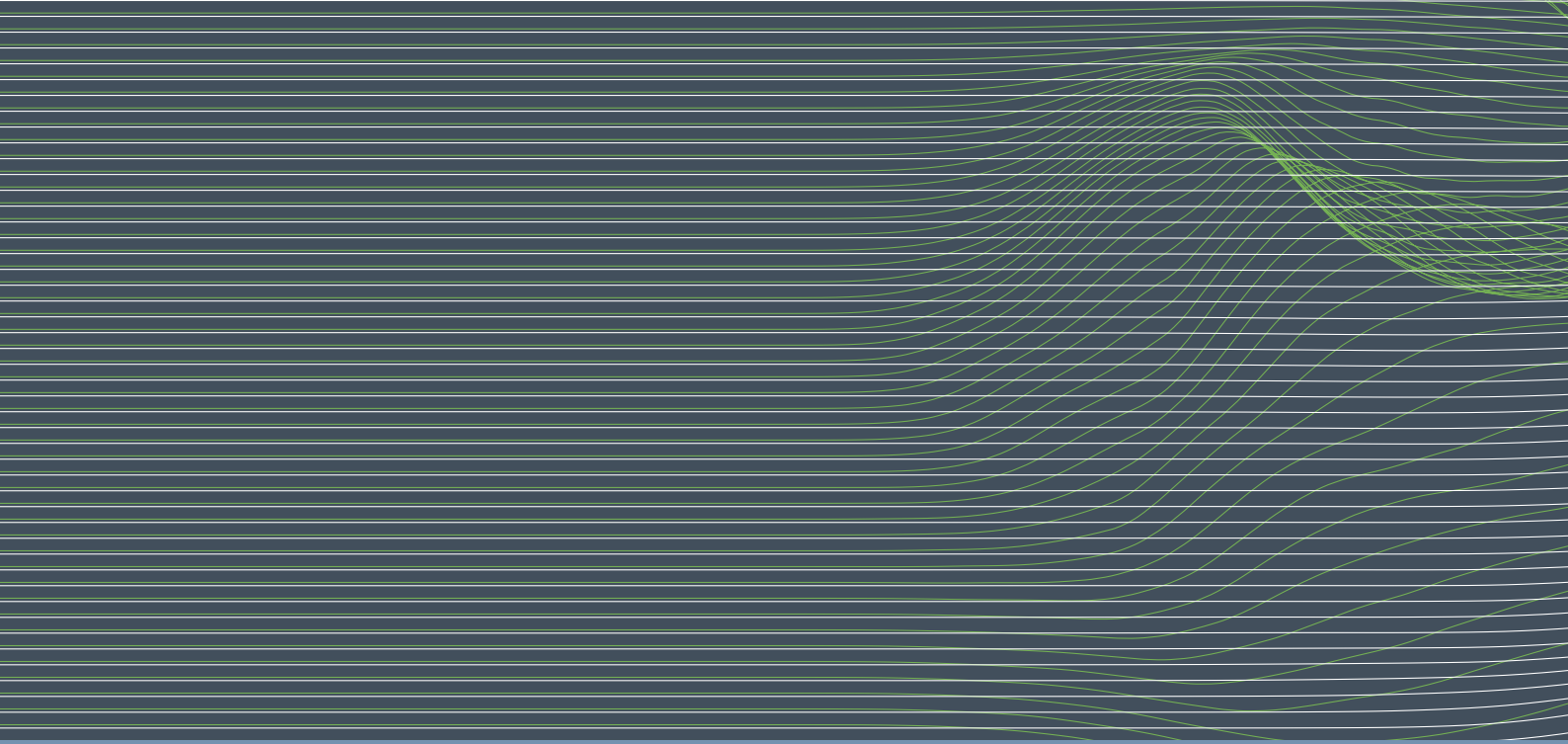
Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

#### Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.





SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK

